

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP OSIS Nord - Prouvy

Rue de Liège
59121 Prouvy

Références : 2023-V2-300
Code AIOT : 0007002302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement SARP OSIS Nord - Prouvy implanté Rue de Liège 59121 Prouvy. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS Nord - Prouvy
- Rue de Liège 59121 Prouvy
- Code AIOT : 0007002302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS NORD exploite sur la commune de Prouvy :

- une installation de regroupement et tri de déchets dangereux ;
- une installation de pré-traitement de déchets dangereux ;
- une installation de regroupement, tri et pré-traitement de déchets non dangereux.

Les activités de cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 21 août 1981 modifié, en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/11/2017.

Cet établissement relève également de la directive IED et est classé à ce titre sous les rubriques suivantes :

- 3510 - Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour (150t/j) ;
- 3550 - Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes (430 tonnes - rubrique IED principale).

Enfin, le site relève des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement et est soumis à garanties financières au titre de son 5° alinéa « installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières
- Dossier de porter à connaissance / projet de modifications

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Soumission aux garanties financières	Code de l'environnement, article R.516-1	/	Sans objet
2	Montant des garanties financières	AP Complémentaire du 17/11/2017, article 1.5.2	/	Sans objet
3	Forme de l'attestation	Arrêté Ministériel du 31/07/2012, article 1	/	Sans objet
4	Échéancier de constitution des garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 3	/	Sans objet
5	Respect des hypothèses prescrites	AP Complémentaire du 17/11/2017, article 1.2.4	/	Sans objet
6	Renouvellement et actualisation des garanties financières	AP Complémentaire du 17/11/2017, article 1.5.4 et 1.5.5	/	Observations
7	Dossier de Porter à Connaissance	Code de l'environnement, article L.181-14	/	Observations
8	Modification du montant des garanties financières	AP Complémentaire du 17/11/2017, article 1.5.6	/	Observations

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente inspection, il a été constaté le respect des dispositions contrôlées relatives aux garanties financières.

A l'issue de cette inspection, des observations ont été formulées. Il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse attendus dans les meilleurs délais.

Il est en particulier attendu de la part de l'exploitant :

- la transmission de l'attestation de renouvellement des garanties financières (arrivée à échéance le 30/06/2023) ;
- les dispositions retenues par l'exploitant dans le cadre des premières conclusions sur le dossier de porter à connaissance de 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Soumission aux garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.516-1
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : 1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ; 2° Les carrières ; 3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ; 4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone ; 5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €. <u>APC du 17/11/2017</u> <u>Article 1.5.1. Objet des garanties financières</u> Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont rendues exigibles par l'exploitation des activités classées suivantes : 2716 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes 2717 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses 2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux
Constats : Selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/11/2017, le site était visé par l'obligation de constitution des garanties financières au titre des rubriques 2716, 2717 et 2718. Il s'avère que la rubrique 2717 a été supprimée de la nomenclature depuis le 09/06/2018 et que le site relève de la rubrique 2716 sous le régime de la déclaration et ne peut donc être soumis à

garanties financières à ce titre.
Selon les dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le site reste soumis à ce dispositif au titre des rubriques 3510, 2790 et 2718.
Les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 17/11/2017 seront à revoir lors d'une prochaine modification des prescriptions applicables au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2017, article 1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières est fixé à 347 848 euros.
Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un taux de TVA de 19,6%.
Constats : Le montant des garanties financières retenu dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/11/2017 a été établi par l'exploitant dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance ayant conduit à la signature de cet arrêté (cf. rapport de l'inspection du 18/07/2017). Dans le cadre du renouvellement de l'attestation de garanties financières, l'exploitant a actualisé son calcul en 2020, fixant le montant à 361 694,54 euros. Cette actualisation n'a pas fait l'objet d'une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Forme de l'attestation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/07/2012, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le ou les documents que transmet l'exploitant d'une installation classée mentionnée à l'article R. 516-1 du code de l'environnement au préfet pour attester de la constitution de garanties financières conformément au III de l'article R. 516-2 répondent aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de l'attestation de garanties financières actualisée et en cours de validité. Par courriel du 21/12/2022, l'exploitant transmettait copie de l'attestation. Cette attestation, en cours de validité à date de l'inspection, correspond au montant actualisé des garanties financières évoqué au point de contrôle précédent et revêt la forme prévue par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Échéancier de constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les installations mentionnées à l'annexe I du présent arrêté et existantes en date du 1er juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement selon l'échéancier suivant : <ul style="list-style-type: none">- constitution de 40 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2015 ;- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant trois ans. En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations, les installations mentionnées à l'annexe I du présent arrêté et existantes en date du 1er juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 516-1 selon l'échéancier suivant : <ul style="list-style-type: none">- constitution de 30 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2015 ;- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant sept ans. Les installations mentionnées à l'annexe II du présent arrêté et existantes en date du 1er juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement selon l'échéancier suivant : <ul style="list-style-type: none">- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2019 ;- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans. En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations, les installations mentionnées à l'annexe II du présent arrêté et existantes en date du 1er juillet 2012 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 516-1 selon l'échéancier suivant : <ul style="list-style-type: none">- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières à compter du 1er juillet 2019 ;- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.
Constats : A date de réalisation de l'inspection, les échéances de constitution sont dépassées. Aussi, il appartient aux exploitants d'avoir constitué 100% du montant des garanties financières, ce qui est constaté pour le site de Prouvy.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect des hypothèses prescrites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2017, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : 1. Quantités de déchets La quantité maximale de déchets présents au sein de l'établissement est limitée à 570 tonnes. La quantité maximale de déchets entrants dans l'établissement est limitée à 18 000 tonnes par an.
Constats :

<p>Sur la base des registres tenus par l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de ses installations, il a été constaté qu'en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le tonnage maximal de déchets gérés par le site (y compris le transit administratif) a été de l'ordre de 15 000 tonnes (pour un seuil fixé à 18 000 tonnes) ; - la quantité maximale de déchets présents au sein de l'établissement n'a jamais dépassé la limite réglementaire fixée à 570 tonnes (limite rappelée dans les consignes associées au relevé de l'état des stocks journalier réalisé par les opérateurs).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Renouvellement et actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2017, article 1.5.4 et 1.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 1.5.4 - Renouvellement</u> Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.</p> <p><u>Article 1.5.5 - Actualisation</u> L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : - tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; - sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de l'attestation de garanties financières correspondant au montant actualisé et en cours de validité.</p> <p>Par courriel du 21/12/2022, l'exploitant transmettait copie de l'attestation.</p> <p>Cette attestation correspond au montant actualisé des garanties financières évoqué au point de contrôle n°2.</p> <p>La limite de validité de l'attestation transmise est fixée au 30/06/2023.</p>
<p>Observations : Il s'avère qu'à date de rédaction du présent rapport, l'attestation de constitution des garanties financières transmise dans le cadre de cette inspection est arrivée à échéance de validité. Sauf à ce que l'exploitant ait transmis au préfet dans le respect des dispositions de son arrêté préfectoral du 17/11/2017, qui prévoit d'adresser au préfet au moins 3 mois avant la date d'échéance, le document attestant du renouvellement des garanties financières, il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet, dans les plus brefs délais, son attestation de renouvellement des garanties financières en cours de validité, accompagnée le cas échéant de la note de calcul d'actualisation du montant à constituer, conformément aux dispositions applicables. Copies de ces documents seront adressées à l'Inspection des Installations Classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/10/2023, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
<p>Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p>
<p>Constats : Par courrier daté du 17/12/2020, l'exploitant adressait au préfet un dossier de porter à connaissance (pour partie en réponse à l'inspection du 21/11/2019). L'examen du document en amont de la visite d'inspection a permis d'identifier que la demande de modifications formulée par l'exploitant relève d'une modification substantielle puisque l'exploitant sollicite en particulier une augmentation de la capacité totale de stockage temporaire de déchets dangereux au-delà du seuil de la rubrique IED 3550 « Stockage temporaire de déchets dangereux » fixé à 50 tonnes (site autorisé à 430 tonnes - modification sollicitée : 625,9 tonnes). Aussi, en l'état, les modifications portées à la connaissance du préfet relèvent d'un projet soumis à évaluation environnementale (cas systématique de la note DGPR du 20/12/2021 - critère « augmentation de capacité d'une activité existante dépassant en elle-même un seuil IED ») et nécessite une nouvelle procédure d'autorisation environnementale unique.</p> <p>Lors de l'inspection, cette analyse a été portée à la connaissance de l'exploitant qui a alors précisé vouloir revoir son projet en conséquence et retirer son dossier de porter à connaissance.</p> <p>A date de rédaction du présent rapport, aucun élément complémentaire n'a été porté à la connaissance de l'Inspection quant aux suites réservées par l'exploitant à ce dossier de porter à connaissance.</p> <p>Il est néanmoins rappelé ici que le dossier de porter à connaissance, outre le fait qu'il faisait état de projet de modifications envisagées par l'exploitant sur son site, il répondait également à un constat formulé lors des inspections précédentes : « <i>Les caractéristiques des déchets stockés dans les fosses 1, 1B et 2 ne correspondaient pas à celles encadrées par arrêté préfectoral.</i> »</p> <p>A noter que le jour de la visite d'inspection, les fosses F1 et F1B étaient vides.</p>
<p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de préciser à l'Inspection des Installations Classées les suites qu'il souhaite réserver à sa demande de modifications telle que formulée dans son dossier de porter à connaissance de 2020. Le cas échéant, l'exploitant devra formellement informer le préfet de sa décision de retirer son dossier tel que déposé par courrier du 17/12/2020, mais devra, dans les plus brefs délais, déposer un dossier de porter à connaissance correspondant, a minima, aux modifications apportées aux installations constatées lors des précédentes inspections, en s'attachant notamment à examiner les modifications projetées au regard de la note DPGR du 20/12/2021 de gestion des modifications au sein des ICPE. Une vérification du statut Seveso du site devra également compléter les informations transmises dans le dossier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Modification du montant des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2017, article 1.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.
Constats : Le dossier de porter à connaissance déposé auprès du préfet par courrier du 17/12/2020 propose une révision du montant des garanties financières, considérant les modifications envisagées par rapport aux éléments initiaux des installations autorisées par arrêté du 17/11/2017.
Observations : Cette révision doit s'accompagner d'une actualisation à mener dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, en prenant notamment en compte l'indice TP01 actuel. Cette remarque est également valable dans le cadre du renouvellement de l'attestation de constitution des garanties financières évoqué au point de contrôle n°6.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet